

**Assemblée générale  
Conseil de sécurité**

Distr. générale  
4 août 2008  
Français  
Original : anglais

**Assemblée générale**  
**Soixante-troisième session**  
Point 103 de l'ordre du jour provisoire\*  
**Rapport du Secrétaire général sur le Fonds**  
**pour la consolidation de la paix**

**Conseil de sécurité**  
**Soixante-troisième année**

**Fonds pour la consolidation de la paix****Rapport du Secrétaire général\*\****Résumé*

Le Fonds pour la consolidation de la paix est maintenant devenu un instrument stratégique unique, capable de prendre des risques et de jouer un rôle de catalyseur dans le domaine de l'appui à la consolidation de la paix. Le présent rapport donne un aperçu du fonctionnement et des activités du Fonds entre le 1<sup>er</sup> juillet 2007 et le 30 juin 2008.

À ce jour, le Fonds a pu réunir plus de 269 millions de dollars d'annonces de contribution provenant de 44 donateurs, dépassant ainsi l'objectif de 250 millions de dollars qui avait été fixé. Le Fonds appuie des initiatives de consolidation de la paix dans quatre pays retenus par la Commission de consolidation de la paix, ainsi que sept autres pays qui ont été admis par le Secrétaire général au bénéfice du soutien du Fonds ou qui reçoivent des fonds au titre du guichet pour les interventions d'urgence afin de mener à bien des activités urgentes de consolidation de la paix. Au total, 37 projets de consolidation de la paix ont été approuvés et sont en cours d'exécution.

Le présent rapport a pour objet de faire le point des activités du Fonds et des résultats obtenus au cours de l'année écoulée, en mettant l'accent sur ses réalisations et sur les enseignements tirés, auxquels les organismes des Nations Unies doivent accorder leur attention afin de renforcer encore son efficacité en tant qu'instrument stratégique de la consolidation de la paix dans les pays sortant d'un conflit.

\* A/63/150.

\*\* La présentation du présent rapport a été retardée du fait que le Sous-Secrétaire général chargé du Bureau d'appui à la consolidation de la paix devait consulter longuement plusieurs membres du groupe de contact interdépartemental sur la consolidation de la paix, qui étaient en mission.



## Table des matières

	<i>Page</i>
I. Introduction . . . . .	3
II. Administration du Fonds. . . . .	3
A. Fonctionnement. . . . .	3
B. Contributions au Fonds. . . . .	3
C. Allocations et décaissements . . . . .	5
D. Liquidités et mobilisation des ressources . . . . .	5
III. Réalisations et progrès accomplis dans les différents pays . . . . .	6
A. Activités et analyse du processus. . . . .	6
B. Principales réalisations dans les domaines thématiques prioritaires. . . . .	10
IV. Efficacité et pertinence de la méthode de gestion du Fonds après un an d'utilisation. . . . .	14
A. Nouveaux enseignements et expériences . . . . .	14
B. Illustration de la valeur ajoutée que le Fonds apporte à la consolidation de la paix . . . . .	17
V. Contrôle du Fonds . . . . .	18
A. Niveau mondial : nécessité de faire appel à des conseils à l'échelle mondiale et à la participation des organismes des Nations Unies . . . . .	18
B. Échelon national : nécessité de renforcer la prise en charge par les pays intéressés des activités de consolidation de la paix . . . . .	19
VI. Suivi et évaluation. . . . .	20
A. Évaluation externe du Fonds pour la consolidation de la paix . . . . .	20
B. Réunions avec les donateurs et les membres de la Commission de consolidation de la paix . . . . .	20
C. Suivi au niveau des pays. . . . .	21
D. Missions d'appui aux pays du Bureau d'appui à la consolidation de la paix . . . . .	21
VII. Partenariats et collaboration avec d'autres Fonds. . . . .	21
VIII. Conclusions et orientations futures . . . . .	22
<b>Annexes</b>	
I. Fonds pour la consolidation de la paix : annonces de contributions, engagements et dépôts au 30 juin 2008 . . . . .	25
II. Liste récapitulative des projets approuvés au 30 juin 2007 . . . . .	27

## **I. Introduction**

1. Le présent rapport est soumis en application de la résolution 60/287 par laquelle l'Assemblée générale demandait au Secrétaire général de lui présenter chaque année un rapport sur le fonctionnement et les activités du Fonds pour la consolidation de la paix. Le Fonds fait partie intégrante de la structure mise en place par l'Organisation des Nations Unies pour la consolidation de la paix, qui comprend également deux autres composantes essentielles qui lui sont reliées sur le plan stratégique mais dont elles diffèrent du point de vue fonctionnel : la Commission de consolidation de la paix et le Bureau d'appui à la consolidation de la paix. Il s'agit du second rapport présenté par le Secrétaire général sur la question et il porte sur la première année complète de fonctionnement du Fonds, allant du 1<sup>er</sup> juillet 2007 au 30 juin 2008. On y passe en revue le portefeuille des projets de plus en plus nombreux du Fonds, les progrès accomplis en ce qui concerne les priorités et activités en matière de consolidation de la paix retenues aux fins d'un appui du Fonds et les leçons tirées de l'expérience acquise.

## **II. Administration du Fonds**

### **A. Fonctionnement**

2. Dans deux résolutions identiques, l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité ont demandé que soit établi un fonds permanent pluriannuel des Nations Unies pour la consolidation de la paix. Le Fonds a été lancé le 11 octobre 2006. Le Bureau d'appui à la consolidation de la paix, qui fait partie intégrante de la structure de gouvernance du Fonds, lui donne des avis et des conseils concernant l'orientation stratégique des activités du Fonds dans les pays retenus. Le Fonds est un fonds d'affectation mondial multidonateurs et constitue un mécanisme souple par la fourniture d'un appui immédiat à court terme en servant de catalyseur ou en apportant un soutien essentiel pour répondre à des besoins urgents aux premiers stades d'un processus de paix; tout pays se trouvant dans des circonstances exceptionnelles et risquant de se trouver face à un conflit ou à la résurgence d'un conflit peut lui demander une assistance.

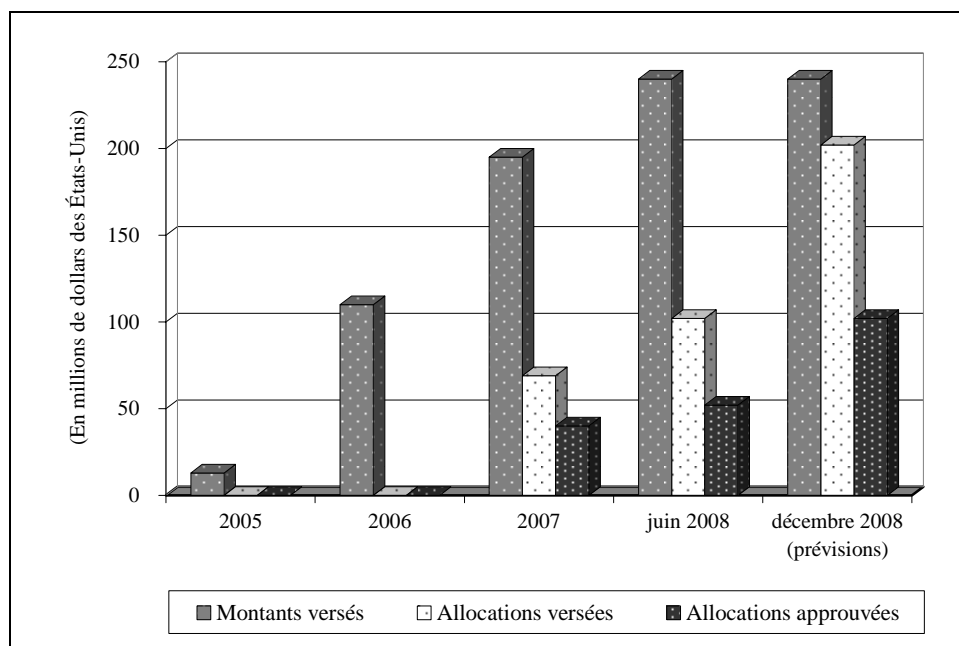
3. En se fondant sur sa structure particulière à trois volets (le guichet I, pour les pays retenus par la Commission de consolidation de la paix; le guichet II, pour les pays désignés par le Secrétaire général; et le guichet III, pour les interventions d'urgence), le Fonds répond aux besoins constatés à la suite des conflits en concentrant son aide sur quatre domaines principaux, spécifiés dans son mandat (A/60/984, annexe). Pour ce qui est de son fonctionnement, le Fonds a mis en place un processus décentralisé et souple pour la prise de décisions et les décaissements au niveau des pays, les fonds destinés aux activités prioritaires approuvées étant versés par l'intermédiaire des organismes des Nations Unies allocataires qui ont signé avec le chef de l'administration du Fonds un accord définissant leurs responsabilités.

### **B. Contributions au Fonds**

4. Depuis sa création, et jusqu'à la fin de la période sur laquelle porte le présent rapport (30 juin 2008), le Fonds a reçu des annonces de contribution de 44 donateurs

pour un montant total de 269,9 millions de dollars, soit un accroissement de 43 millions de dollars (19 %) par rapport au montant des annonces de contributions enregistré en juillet 2007 (voir l'annexe I). Le montant actuel des annonces de contribution dépasse donc de 250 millions de dollars l'objectif visé à la création du Fonds (voir fig. I). Le montant total des engagements fermes des donateurs ayant annoncé des contributions s'élève à 249,9 millions de dollars. Tout aussi impressionnantes ont été la manière et la rapidité avec lesquelles les donateurs ont effectivement versé au compte du Fonds les contributions annoncées, démontrant par là leur confiance quant à son champ d'intervention, sa structure et son fonctionnement à ce jour. Pendant la période sur laquelle porte le présent rapport, les donateurs ont versé au total 238,5 millions de dollars au compte du Fonds. Le montant des engagements pris par les donateurs s'est échelonné de 5 000 à 50 millions de dollars et huit donateurs ont versé environ 80 % des fonds reçus à ce jour. Les huit pays ayant effectivement versé les contributions les plus élevées jusqu'à présent sont la Suède (42,3 millions de dollars), le Royaume-Uni (36 millions), la Norvège (32,1 millions), le Japon (20 millions), le Canada (18,8 millions), les Pays-Bas (18,5 millions), l'Irlande (12,6 millions) et l'Allemagne (10 millions). Plus de 20 pays en développement ont versé des contributions au Fonds, ce qui est représentatif de l'ampleur de la base des donateurs et du soutien croissant que lui apportent les États Membres. En outre, différentes modalités sont utilisées pour les annonces de contributions, certains donateurs utilisant la formule des annonces pluriannuelles. Le Fonds a par ailleurs reçu son premier don versé par un donateur à titre individuel, pour un montant de 18 933 dollars.

Figure I  
**Croissance du portefeuille du Fonds pour la consolidation de la paix :  
montant total des contributions et allocations versées ou approuvées  
pour la période 2005-2008**



## C. Allocations et décaissements

5. Sur le montant total (238,5 millions de dollars) des fonds versés au compte du Fonds qui sont disponibles aux fins de programmation, 106,9 millions de dollars, soit 44,8 % du total, ont été alloués à des activités du Fonds dans les quatre pays retenus par la Commission de consolidation de la paix et dans l'un des cinq pays remplissant les conditions d'admissibilité établies pour les ressources du guichet II, ainsi que pour sept projets d'intervention d'urgence au titre du guichet III. Pour l'exercice financier achevé le 31 décembre 2007, des recettes d'un montant supplémentaire de 8,4 millions de dollars<sup>1</sup> ont été comptabilisées au titre d'intérêts et du revenu des placements. Ces ressources supplémentaires viendront s'ajouter aux montants approuvés pour les projets. Le solde des fonds non programmés, disponible pour de nouveaux projets et des projets qui se trouvent encore dans la filière, s'établissait à 131,6 millions de dollars (55,2 % du total des fonds versés).

6. Depuis la création du Fonds, 37 projets ont été approuvés pour des activités relevant des plans de priorités et du guichet pour les interventions d'urgence dans neuf pays sortant d'un conflit : Burundi, Côte d'Ivoire, Guinée, Guinée-Bissau, Haïti, Kenya, Libéria, République centrafricaine et Sierra Leone (voir l'annexe II). On trouvera plus loin un examen plus détaillé de l'état d'avancement des projets approuvés pour le Fonds. En ce qui concerne les guichets I et II, les fonds alloués qui ont déjà été versés aux organismes des Nations Unies allocataires se répartissent comme suit : Burundi (89 %), Guinée-Bissau (98 %), Libéria (0,6 %) et Sierra Leone (46 %). En ce qui concerne le guichet relatif aux interventions d'urgence, sept projets pour un montant total de 5,9 millions de dollars ont été approuvés.

## D. Liquidités et mobilisation des ressources

7. Le Fonds pour la consolidation de la paix, étant un fonds permanent pluriannuel, a besoin pour fonctionner de rentrées continues. Pour le moment, sa situation de trésorerie semble relativement saine, le solde disponible aux fins de programmation s'élevant à 131,6 millions de dollars environ. Conformément aux principes directeurs régissant la gestion des fonds d'affectation spéciale, une campagne de financement est organisée si les ressources disponibles tombent en dessous d'un plancher déterminé. Dans le cas du Fonds pour la consolidation de la paix, les prévisions en matière de financement<sup>2</sup> montrent qu'une campagne de reconstitution sera requise à la fin de 2008.

---

<sup>1</sup> Dont 600 000 dollars représentent des recettes au titre d'intérêts indiquées par les organismes des Nations Unies allocataires.

<sup>2</sup> Les ressources supplémentaires nécessaires aux fins de programmation pour 2008 (estimées à 100 millions de dollars) serviront à financer de nouvelles allocations pour les quatre pays qui ont été déclarés admissibles au titre du guichet II mais qui n'ont pas encore fini d'élaborer leur plan de priorités, ainsi que la deuxième tranche des ressources allouées à des pays au titre du guichet I (Guinée-Bissau et République centrafricaine).

### **III. Réalisations et progrès accomplis dans les différents pays**

#### **A. Activités et analyse du processus**

8. On trouvera ci-après des informations à jour sur les projets approuvés pour les pays relevant des guichets I, II et III, avec des indications concernant les fonds alloués et les projets ayant contribué aux efforts de consolidation de la paix dans ces pays (voir aussi l'annexe II).

#### **Guichet I Pays relevant de la Commission**

##### **1. Burundi**

9. Le Burundi est l'un des deux premiers pays dont la situation a été examinée par la Commission de la consolidation de la paix. À ce jour, les projets réalisés représentent environ 33 % des 17 projets approuvés, ce qui constitue une amélioration après une période de démarrage très lente pour presque tous les projets. Les projets du Fonds au Burundi ont subi des retards d'une longueur variable au stade de l'exécution en raison de divers facteurs : environnement politique peu favorable, contraintes dues à une capacité insuffisante et manque de familiarité de la part de la plupart des partenaires chargés de l'exécution avec les règles et procédures de base en matière de programmation. Plusieurs mesures correctives, y compris des activités de formation ciblées et un accroissement de l'appui fourni à l'intérieur du pays, sont en cours d'exécution par les soins du Bureau intégré des Nations Unies au Burundi, du Bureau d'appui à la consolidation de la paix et du Bureau des fonds d'affectation spéciale multidonateurs du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). La tendance à la hausse des taux d'exécution constatée récemment confirme l'efficacité de ces mesures.

##### **2. Sierra Leone**

10. À fin juin 2008, environ 47 % de l'allocation de 35 millions de dollars attribuée par le Fonds avaient été engagés pour l'exécution de sept projets approuvés par le Comité directeur national. Trois des projets sont achevés. Le taux d'exécution s'est régulièrement amélioré après un lent démarrage. Aucun nouveau projet n'a été approuvé depuis juillet 2007, le Gouvernement sortant ayant cessé de réunir le Comité directeur national juste avant les élections. Le Comité a été reconstitué en mars 2008 et a commencé par passer en revue le plan des priorités de manière à le réaligner sur la stratégie concertée de consolidation de la paix approuvée par la Commission de consolidation de la paix en décembre 2007. On pense que le solde du financement sera approuvé en majeure partie avant fin juillet 2008.

##### **3. Guinée-Bissau**

11. Le dossier de la Guinée-Bissau a été transmis à la Commission de consolidation de la paix par le Conseil de sécurité en décembre 2007 et le pays a été admis au bénéfice du soutien du Fonds le 11 mars 2008. Pour assurer une meilleure planification chronologique des travaux de la Commission et des activités d'exécution du Fonds, une approche en deux étapes a été adoptée, en consultation

avec la présidence de la configuration de la Guinée-Bissau. Cette approche a consisté à établir immédiatement un plan des priorités intérimaires en mettant l'accent sur l'obtention de résultats rapides dans le domaine de la consolidation de la paix, puis à établir ultérieurement un plan des priorités détaillé lorsque la Commission et le Gouvernement auraient adopté une stratégie concertée de consolidation de la paix. Les parties prenantes se sont entendues sur les domaines prioritaires : a) réforme des secteurs de la sécurité et de la justice (y compris le trafic des drogues); b) emploi des jeunes et formation de revenu; et c) gouvernance. La Guinée-Bissau s'est rapidement employée à mettre en place l'infrastructure exigée, y compris un comité permanent mixte composé de diverses parties prenantes. Une fois approuvée une enveloppe initiale de 6 millions de dollars au titre du guichet I, quatre projets prioritaires ont été approuvés. Le processus engagé en Guinée-Bissau donne à penser que l'obtention rapide de résultats en matière de consolidation de la paix, dans le cadre d'une phase initiale, permet au Fonds d'aborder sans délai des problèmes cruciaux tout en prévoyant un financement supplémentaire ciblé pour faciliter la mise en œuvre de la stratégie concertée de consolidation de la paix dès son adoption.

## **Guichet II**

### **Pays admis par le Secrétaire général au bénéfice du soutien du Fonds**

12. Pendant l'année écoulée, le Secrétaire général, usant de la prérogative qui est la sienne à cet égard, a admis au bénéfice du soutien du Fonds six autres pays qui risquaient de se trouver face à un conflit ou à la résurgence d'un conflit. Pour déterminer si un pays devait être considéré par le Secrétaire général comme remplissant les conditions requises pour bénéficier d'un financement au titre du guichet II, le Bureau d'appui à la consolidation de la paix a examiné les dossiers de près pour déterminer si les critères concernant le pays et les dispositions du mandat du Fonds le permettaient. Les départements compétents de l'Organisation des Nations Unies et des spécialistes externes ont été consultés à ce sujet. Le groupe consultatif du Fonds, désigné par le Secrétaire général, a donné des orientations concernant l'élaboration des critères d'admissibilité et des analyses y relatives. Ces analyses devaient porter sur le contexte, les acteurs, les lacunes en ce qui concerne les activités de consolidation de la paix et les besoins en matière de financement et de capacités. Sur cette base, il a été procédé à un examen interdépartemental pour passer en revue les recommandations en matière d'admissibilité. Sur la base des recommandations positives qui lui avaient été faites et compte tenu des analyses qui lui avaient été communiquées, le Secrétaire général a confirmé qu'il pouvait admettre les six pays au bénéfice du soutien du Fonds.

#### **4. République centrafricaine**

13. La République centrafricaine a été admise au bénéfice du soutien du Fonds en janvier 2008 pour faire face à des besoins prioritaires essentiels aux fins de la consolidation de la paix. Bien que la situation politique dans le pays demeure complexe, aggravée entre autres par l'insuffisance des capacités, l'instabilité récurrente, le non-respect du droit, etc., la conclusion d'un accord de cessez-le-feu a offert une nouvelle possibilité de renforcer le soutien à la consolidation de la paix. Le plan des priorités approuvé en mai 2008 pour un montant de 10 millions de

dollars a permis de recenser trois domaines prioritaires à court terme : a) réforme du secteur de la sécurité; b) promotion d'une bonne gouvernance, décentralisation et services publics; et c) revitalisation des collectivités affectées par le conflit. En mai 2008, la République centrafricaine est devenue le quatrième pays confié à la Commission de la consolidation de la paix et son financement sera examiné au titre du guichet I dans les futurs rapports.

## **5. Comores**

14. Les Comores ont été admises à bénéficier du soutien du Fonds le 25 juin 2008 comme suite à une demande du Gouvernement. Bien que la situation politique et les relations interinsulaire aux Comores soient considérées par l'équipe de pays des Nations Unies comme « stables mais fragiles », le pays a connu de nombreux coups d'État ou tentatives de coups d'État qui ont rendu difficiles les progrès vers la paix et la stabilité. Récemment, l'accord de partage du pouvoir de 2001, l'Accord Fomboni, a été mis en péril lorsque des rebelles ont saisi le pouvoir dans l'île d'Anjouan, ce qui a entraîné une intervention de soldats de l'Union africaine et des Comores pour aider le Gouvernement fédéral à reprendre la situation en main. On pense que le plan des priorités sera axé sur l'assistance pour le rétablissement des services sociaux de base, la protection de la population, la promotion de la prévention des conflits, ainsi que la réinsertion des anciens combattants. L'appui au « dialogue intercomorien » est également considéré comme crucial pour l'ensemble du processus de consolidation de la paix aux Comores.

## **6. Côte d'Ivoire**

15. La Côte d'Ivoire a été admise au bénéfice du soutien du Fonds le 19 juin 2008. Bien que la sécurité et le climat politique en Côte d'Ivoire se soient améliorés depuis la signature de l'Accord de Ouagadougou en 2007, le pays demeure fragile, la situation étant caractérisée par la persistance de taux de criminalité élevés et l'absence de progrès quant au désarmement des forces rebelles et des milices. Les besoins du pays en matière de consolidation de la paix ont été énoncés dans le plan des priorités récemment établi par l'Organisation des Nations Unies et le Gouvernement. Une enveloppe de 5 millions de dollars a depuis été approuvée par le Secrétaire général au titre du guichet II, expressément pour financer des projets de réinsertion à l'intention des anciens combattants et pour continuer à appuyer les efforts de facilitation entrepris dans le cadre de l'Accord politique de Ouagadougou.

## **7. Guinée**

16. L'instabilité politique qui sévit en Guinée a ses racines dans la détérioration des conditions de vie, qui a amené la population à exprimer son mécontentement lors de violentes manifestations en 2007. Face à cette situation, le Fonds soutient, au titre des interventions d'urgence, un processus de dialogue national pour aider à faire face aux problèmes que connaît le pays. Le dialogue ouvert qui s'est instauré ainsi entre le Gouvernement, les syndicats et d'autres groupes de la société civile a aidé à rétablir la confiance chez les divers acteurs politiques tout en facilitant les échanges de vues sur le processus électoral national qui conduira à la tenue d'élections crédibles. Les priorités en matière de consolidation de la paix sont nombreuses et comprennent en particulier la nécessité de continuer à faciliter le dialogue national de façon à parvenir à un consensus sur le programme de réformes, les moyens de résoudre les problèmes liés à la corruption et l'emploi des jeunes.



À la suite d'une analyse de la situation dans le pays, la Guinée a été admise au bénéfice du soutien du Fonds au titre du guichet II le 25 juin 2008.

## **8. Libéria**

17. Le Libéria a été le premier pays admis au bénéfice du soutien du Fonds au titre du guichet II en octobre 2007. On a considéré que ce pays se trouvait dans une phase de transition dont l'importance était cruciale et que la consolidation de la paix était la clef de voûte du développement et de la paix dans le pays. Une enveloppe de 15 millions de dollars a été approuvée par le Fonds en décembre 2007 pour faciliter l'élaboration d'un plan stratégique comportant trois domaines prioritaires : a) réconciliation nationale et gestion des conflits; b) promotion de la paix et règlement des conflits; c) renforcement des capacités nationales pour la consolidation de la paix. Le Libéria n'étant pas un pays relevant de la Commission de consolidation de la paix, il ne possédait pas de stratégie d'ensemble pour la consolidation de la paix, mais, du fait qu'il avait été déclaré admis au bénéfice du soutien du Fonds et de ses ressources, il avait en main tous les éléments de base nécessaires – document de stratégie pour la réduction de la pauvreté, plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement, etc. – qui avaient été examinés pour l'élaboration du plan des priorités. L'expérience du Libéria est considérée comme un exemple de bonne pratique ayant suscité une réflexion plus approfondie à l'échelon du pays sur la nécessité d'une approche mieux intégrée du processus de planification pour la consolidation de la paix. Toutefois, le travail de planification a, par son intensité, ralenti l'approbation des projets. Les deux premiers projets ont été approuvés en juin 2008. Des ressources au titre du guichet pour les interventions d'urgence sont utilisées pour mettre à l'essai diverses stratégies en matière de réconciliation, qui pourront ensuite être étendues à l'ensemble du pays.

## **9. Népal**

18. Le deuxième pays admis au bénéfice du soutien du Fonds au titre du guichet II a été le Népal, à la fin décembre 2007. L'aide du Fonds sera acheminée par l'intermédiaire d'un mécanisme de financement déjà en place, le Fonds des Nations Unies pour la paix au Népal, dans le but d'accroître la cohérence, l'efficacité et l'efficacités de l'aide dans le cadre du processus de paix. L'évolution de la situation politique dans le pays (notamment la tenue d'élections) a entraîné un retard dans le démarrage des activités du Fonds au Népal. Le changement de gouvernement intervenu à la suite des élections offre maintenant l'occasion de soutenir les processus de consolidation de la paix en cours dans le pays. On prévoit que le plan des priorités sera adopté en juillet 2008.

## **Guichet III Pour les interventions d'urgence**

19. Le guichet pour les interventions d'urgence du Fonds (guichet III) apporte son soutien à sept pays (Burundi, Côte d'Ivoire, Guinée, Haïti, Kenya, Libéria et République centrafricaine), l'accent étant mis sur les domaines suivants : dialogue politique (2 projets), réconciliation nationale (2 projets), sécurité (1 projet) et appui aux accords de paix (2 projets). Une analyse des projets réalisés avec l'aide du Fonds montre que le guichet pour les interventions d'urgence a permis au Secrétaire général de disposer de la souplesse requise pour réagir rapidement en évitant toutes

les lenteurs des procédures en place, et que le Fonds est capable de prendre des risques pour faire face à des menaces imminentes à la paix. Le démarrage des projets a connu des retards, d'où la nécessité, d'une part, de prévoir des discussions plus approfondies avant le début des projets et, d'autre part, de veiller à l'élaboration de modalités de planification et d'exécution appropriées. Dans plusieurs cas (Côte d'Ivoire, Haïti et Libéria), les projets ont été prolongés au-delà du calendrier initial de six mois.

## **B. Principales réalisations dans les domaines thématiques prioritaires**

20. L'approche du Fonds repose sur la conviction qu'une paix stable doit s'appuyer sur une assise sociale, économique et politique solide, de façon à pouvoir répondre aux besoins de la population. Dans nombre des pays sortant d'un conflit, la situation avait des causes profondes dues à des facteurs typiquement complexes, mais qui comprennent notamment l'inégalité de la représentation politique, un déséquilibre dans la répartition des terres, la marginalisation et des insuffisances en ce qui concerne l'accès à la justice et le respect des droits de l'homme. Le processus d'établissement d'un plan des priorités adopté par le Fonds aide les pays à analyser certaines des causes structurelles du conflit et à y remédier, ainsi qu'à dresser l'ordre de priorité des interventions cruciales qu'exige la consolidation de la paix. Les principales réalisations dans les domaines thématiques prioritaires du Fonds pendant sa première année de fonctionnement sont indiquées ci-après.

### **Promotion d'une bonne gouvernance et de la primauté du droit**

21. De nombreux efforts entrepris dans ce domaine bénéficient du soutien du Fonds, en particulier au titre du guichet I, pour renforcer la démocratie et la primauté du droit dans les pays sortant d'un conflit. Au Burundi, l'appui au projet de lutte contre la corruption et l'escroquerie a pour objet d'aider à convaincre les fonctionnaires, les citoyens et les entreprises à lutter contre la corruption et l'acquisition illicite de biens, qui compromettent la bonne gouvernance et la légitimité du processus de paix.

### **Réforme du secteur de la sécurité**

22. Le soutien à la réforme des institutions nationales dans le domaine de la sécurité ainsi qu'aux services civils de contrôle, de surveillance et de gouvernance dans ce secteur est considéré comme un élément essentiel du rétablissement de la paix et de la sécurité dans une situation d'après conflit<sup>3</sup>. Dans trois pays (Burundi, Guinée-Bissau et Sierra Leone), le Fonds apporte un soutien à la réforme du secteur de la sécurité, considérée comme essentielle à la consolidation de la paix. La remise en état des casernes et l'amélioration des conditions de vie des forces de défense intégrées sont également considérées comme prioritaires dans les trois pays. Au Burundi, le soutien du Fonds se traduira par la remise en état de 14 casernes et, en Sierra Leone, les conditions de vie des militaires et de leur famille seront améliorées. Au Burundi, la réforme du service national de renseignement vise expressément à clarifier son rôle pendant la période d'après conflit pour ce qui est

---

<sup>3</sup> Voir le rapport « Update report on security sector reform » du Conseil de sécurité, *Update Reports*, n° 1 (14 février 2007).

de prévenir les menaces à la sécurité; en outre, des mesures seront prises suite aux allégations selon lesquelles certains agents participent à des violations des droits de l'homme. L'impact le plus notable de l'appui du Fonds dans le secteur de la sécurité est le cas de la Sierra Leone, où deux projets financés par le Fonds ont joué un rôle fondamental dans la professionnalisation et le renforcement des capacités dans le secteur de la police et de la sécurité afin d'assurer le maintien de l'ordre et la sécurité et de réduire la criminalité pendant et après les élections de 2007.

#### **Administration de la justice et réforme du secteur de la justice**

23. Le Fonds apporte son soutien à la mise en place de systèmes de justice pénale pour prévenir et punir les actes de banditisme et de violence (Burundi, Sierra Leone). Des mécanismes améliorés sont mis en place dans le secteur de la police et une formation est dispensée aux fonctionnaires et aux policiers concernant le respect des droits de l'homme dans l'exercice de leurs fonctions. En outre, des progrès sont réalisés en ce qui concerne la législation protégeant les minorités et assurant l'égalité entre les sexes, et des efforts sont faits pour éliminer la corruption et la discrimination parmi le personnel des tribunaux et les forces de police. En ce qui concerne l'administration de la justice et la remise en état de systèmes judiciaires du Burundi, le soutien du Fonds vise à résoudre le problème de l'arriéré considérable de décisions et jugements qui n'ont pas été exécutés depuis 1993 et faciliter la construction de 32 tribunaux dans l'ensemble du pays de sorte que les activités judiciaires soient menées à bien de façon systématique et structurée dans des tribunaux permanents. Ces efforts ont également aidé à renforcer les capacités en ce qui concerne le personnel judiciaire; à ce jour, 550 magistrats, greffiers et huissiers ont bénéficié d'une formation dans l'ensemble du pays. En Sierra Leone, l'appui apporté au secteur de la justice a aussi amélioré les capacités des services judiciaires, ce qui a permis d'éliminer un arriéré de plus de 700 affaires pénales et civiles.

#### **Promotion et protection des droits de l'homme**

24. Le Burundi et la Sierra Leone ont, l'un et l'autre, des projets visant à faciliter la création de commissions chargées de fonctions institutionnelles en ce qui concerne la promotion et la protection des droits de l'homme par le biais d'enquêtes ainsi que d'activités de sensibilisation devant toucher les nombreuses parties prenantes. En Sierra Leone, la création et la mise en place de la Commission nationale des droits de l'homme a permis à celle-ci d'examiner des cas de violation de droits de l'homme dans divers domaines: violations du droit à la vie, discrimination et intolérance politique, délais excessifs en ce qui concerne les jugements, non-respect du droit à l'éducation, détention de durée excessive, etc. La Commission, soucieuse d'assurer le suivi des recommandations de la Commission Vérité et réconciliation, en conserve les archives et fait campagne pour que soient indemnisées les victimes de guerre.

#### **Réalisation du potentiel des jeunes et secteur de l'emploi**

25. Le Fonds accorde la priorité au recrutement de jeunes gens en chômage et à risque pour ses interventions d'autonomisation économique au Burundi, en Guinée-Bissau, au Libéria et en Sierra Leone. L'emploi des jeunes est un problème complexe pour la plupart des pays sortant d'un conflit, et des interventions sont organisées pour essayer d'aider les jeunes en établissant des programmes d'auto-assistance, de formation professionnelle et de formation du caractère, en facilitant

l'exécution de programmes de travaux publics à forte intensité de main-d'œuvre, etc. En Sierra Leone, le projet relatif à l'emploi des jeunes et à la création d'entreprises appuie, avec l'aide du Fonds, la création de petites entreprises en tant que sources potentielles d'emploi, en offrant aux jeunes gens au chômage la possibilité de gagner leur vie à l'aide d'un travail indépendant; toutefois, cette intervention stratégique s'est heurtée à de nombreuses difficultés lors du démarrage en raison de la faiblesse de sa conception, de la complexité du projet et d'ingérences politiques indues qui ont retardé les progrès. Suite à l'intervention du Bureau d'appui à la consolidation de la paix, des mesures ont été prises pour faire face à un certain nombre de ces problèmes, notamment en externalisant l'élément microfinances, en faisant appel à la participation de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel et de l'Organisation internationale du Travail pour les questions liées au développement des compétences professionnelles et en collaborant avec le Ministère du développement international du Royaume-Uni afin d'évaluer les moyens dont disposent les établissements de formation professionnelle pour assurer la formation de jeunes apprentis.

#### **Différends concernant des biens fonciers et autres**

26. Les différends concernant des biens fonciers étaient l'une des principales causes des crises sociopolitiques et conflits au niveau des collectivités locales du Burundi et du Libéria. Pour remédier à cette situation, le Fonds a facilité l'adoption de mesures qui sont essentielles si l'on veut résoudre ces différends de façon pacifique. Les efforts du Fonds ont permis de renforcer la capacité de la Commission nationale des biens fonciers et autres (Burundi), ce qui a abouti à l'établissement d'un inventaire détaillé des différends fonciers et à la définition de règles appropriées applicables aux différends sérieux qui sont à la source de plus de 80 % des conflits dont sont saisis les tribunaux. À ce jour, des campagnes ont été réalisées dans l'ensemble du pays, en ciblant les populations où se pose ce problème; par ailleurs, l'identification systématique des terres illégalement occupées a permis de réunir les pièces justificatives nécessaires relatives à plus de 8 000 différends concernant des biens fonciers et d'en résoudre au moins 180.

#### **Retour et réinstallation des réfugiés**

27. Au Burundi, le Fonds a fourni un appui pour un programme de réintégration sociale des familles déplacées dans le but de faciliter la réinstallation (et le logement) de 995 personnes déplacées qui avaient cherché refuge dans des casernes de l'armée pendant la durée du conflit. À la demande du Gouvernement libérien et de la Mission des Nations Unies au Libéria, l'appui fourni par le Fonds au comté de Nimba, une fois achevé, aura permis le rapatriement et la réinsertion de 40 000 réfugiés libériens, qui attendaient ce moment depuis longtemps.

#### **Promotion d'un dialogue politique national ouvert à tous**

28. La promotion d'un dialogue ouvert à tous pour le règlement des conflits est devenu un élément clef de la consolidation de la paix. Un certain nombre de pays bénéficiaires (Burundi, Guinée, Libéria et République centrafricaine) utilisent ce mécanisme pour parvenir à un consensus national et faciliter l'adoption de stratégies reposant sur une large base afin de prévenir, gérer et éviter les futurs conflits. Les trois guichets du Fonds financent des interventions ayant pour objet de promouvoir un dialogue national aux fins de la consolidation de la paix, avec des résultats d'une

grande utilité qui contribueront aux efforts de consolidation de la paix. Le processus de dialogue politique ouvert à tous, engagé sous les auspices du Bureau d'appui des Nations Unies pour la consolidation de la paix en République centrafricaine, a permis de lancer un processus de réconciliation visant à mettre fin aux crises politiques et problèmes de sécurité récurrents et conduira en outre à un réexamen des procédures aux fins d'élections libres et équitables en 2010. En Guinée, un facilitateur international a été engagé pour aider à faciliter des dialogues nationaux visant à rétablir la confiance entre les différents acteurs politiques à la suite de l'instabilité politique et de la violence qui ont sévi dans le pays.

#### **Appui aux accords de paix et cessez-le-feu**

29. Au Burundi et en Côte d'Ivoire, le guichet pour les interventions d'urgence assure un financement essentiel au contrôle et à l'exécution des accords de paix. Les parties ivoiriennes sont encouragées à sortir de l'impasse dans laquelle stagne le processus de paix par l'intermédiaire de l'équipe de facilitation burkinabé et l'adoption d'une feuille de route aux fins d'élections libres et équitables en 2008. Au Burundi, le renforcement, à l'aide du Fonds, des capacités et de la crédibilité de la Direction politique dans son rôle de catalyseur pour la poursuite du processus de paix dans le cadre de l'Accord de cessez-le-feu de 2006 a facilité le retour dans le pays, le 30 mai 2008, du groupe rebelle burundais pour participer aux opérations liées au cessez-le-feu et à la consolidation de la paix.

#### **Démocratisation et réforme électorale**

30. La démocratisation est l'un des éléments d'une stratégie d'ensemble visant à remettre sur pied les institutions publiques de sorte que soient assurés les services de base dont les citoyens ont besoin. Les efforts de consolidation de la paix bénéficiant du soutien du Fonds sont axés sur le renforcement de l'État, l'établissement d'institutions publiques efficaces et les réformes électorales. L'appui au processus de démocratisation porte sur la légitimité, la prévisibilité, la transparence et la stabilité des institutions politiques et des libertés civiles afin de rendre possibles une concurrence véritable pour le pouvoir politique et une large participation quant à la sélection des dirigeants. À cet égard, l'appui fourni par le Fonds à la Commission électorale nationale de la Sierra Leone est considéré comme l'une des interventions les plus réussies du Fonds. Organisée et exécutée en temps voulu et désormais achevée, elle a permis de fournir un appui logistique et des services de formation essentiels, dont le pays avait le plus grand besoin, aux fins de la tenue d'élections présidentielle et parlementaires crédibles et transparentes dans tout le pays en 2007.

#### **Promotion de la réconciliation et de la prévention des conflits**

31. Encourager le processus d'apaisement et de renforcement de la confiance et aussi imaginer l'avenir sont des éléments importants de la réconciliation et de la prévention des conflits, sur lesquels est fondée l'action du Fonds en faveur de la consolidation de la paix. Au Burundi, en Guinée, au Kenya et en République centrafricaine, le Fonds facilite les renversements de situation à la suite des conflits en jetant des ponts sous la forme d'activités de communication et de négociation, à l'intention des dirigeants aussi bien que des collectivités locales. Au Kenya, par exemple, un programme faisant appel à des volontaires pour des interventions d'urgence, rapidement mis en place pour lancer un processus d'apaisement et de

réconciliation au niveau des collectivités locales, est actuellement étendu à la région en crise de la vallée de Rift, avec l'aide financière du Fonds. Celui-ci aide aussi les pays à faire face à leur douloureux passé en favorisant, pour traiter des violations des droits de l'homme commises, l'établissement de commissions de la vérité, de missions de vérification des faits et de tribunaux pour juger les personnes responsables de crimes de guerre (Burundi, Libéria et Sierre Leone). Il est encore trop tôt pour juger des résultats de ces efforts mais, d'après les premières informations reçues, les parties ennemies s'ouvrent au dialogue pour surmonter leur peine, leurs craintes et leur méfiance et renforcer par là le sentiment de sécurité.

## **IV. Efficacité et pertinence de la méthode de gestion du Fonds après un an d'utilisation**

### **A. Nouveaux enseignements et expériences**

32. Un certain nombre d'enseignements et expériences utiles se sont dégagés de l'utilisation du Fonds depuis sa création. On en trouvera le détail ci-après.

#### **Nécessité de mieux faire connaître le Fonds pour la consolidation de la paix**

33. À la fin de la période précédente, deux pays seulement avaient été admis à bénéficier du soutien du Fonds pour la consolidation de la paix. Aucun autre pays n'ayant été soumis à l'examen de la Commission de consolidation de la paix avant 2008, le Bureau d'appui à la consolidation de la paix a mis en œuvre une stratégie dynamique en vue d'identifier d'autres pays qui pourraient être admis à bénéficier d'un soutien du Fonds et d'engager rapidement un dialogue avec les équipes de pays des Nations Unies et les gouvernements. Le Secrétaire général demande également d'utiliser de plus en plus le Fonds pour aider des pays dans lesquels il s'était rendu ou qui l'avaient contacté directement pour obtenir une aide. Cette stratégie a amené le Secrétaire général à admettre six pays supplémentaires<sup>4</sup> au bénéfice du Fonds (guichet II) et a permis d'identifier sept projets au titre du guichet pour les interventions d'urgence. En conséquence, le nombre de pays bénéficiant de l'aide du Fonds au titre d'un des trois guichets a augmenté considérablement depuis la publication du rapport de juin 2007 et devrait augmenter encore davantage au cours de la prochaine période (voir la figure II).

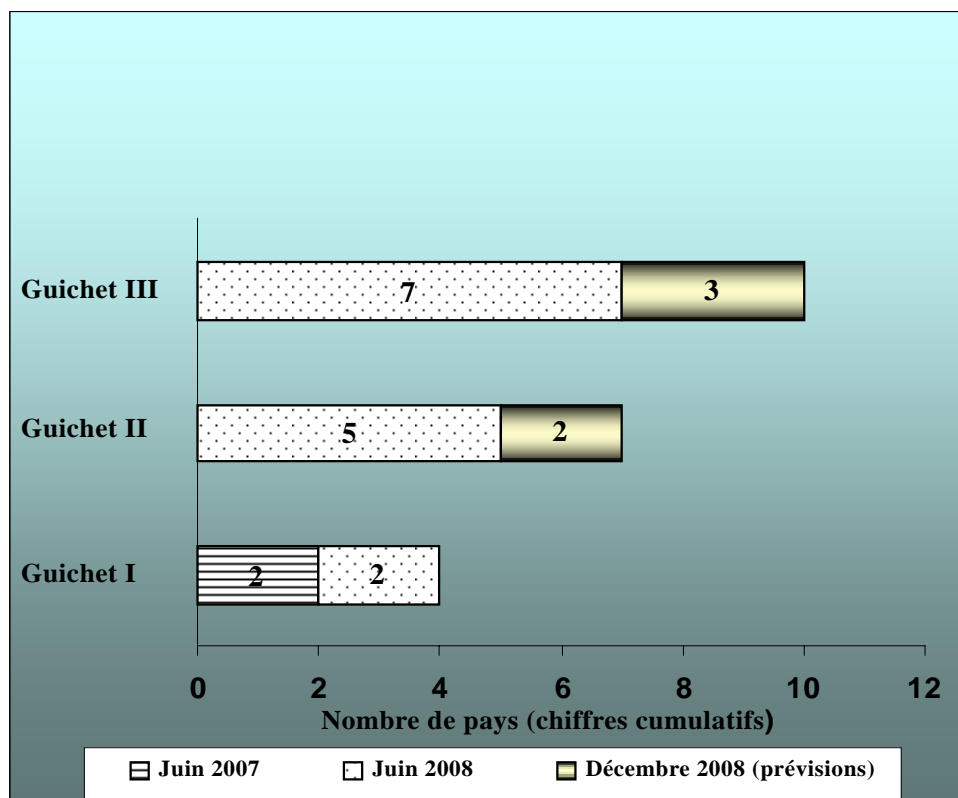
#### **Nécessité de se concentrer davantage sur la phase de démarrage**

34. Le temps qui s'écoule entre la déclaration d'admission au bénéfice du soutien du Fonds et l'approbation des premiers projets représente en moyenne sept mois, la Guinée-Bissau, pays pour lequel quatre projets ont été approuvés dans un délai de deux mois, constituant une exception. Afin d'accélérer le processus, une aide plus importante est apportée au niveau des activités sur le terrain pendant la phase critique de démarrage, c'est-à-dire pour l'établissement des plans des priorités.

---

<sup>4</sup> La République centrafricaine recevait initialement une aide au titre du guichet II mais est passée à la catégorie guichet I depuis qu'elle a commencé à collaborer avec la Commission de consolidation de la paix.

Figure II  
**Répartition des ressources du Fonds pour la consolidation  
de la paix Croissance globale par pays, juin 2007-décembre 2008**



**Nécessité d'assurer une plus grande synergie avec les travaux  
de la Commission de consolidation de la paix**

35. Grâce aux enseignements tirés des interventions au Burundi et en Sierra Leone où, au départ, il régnait une certaine confusion en ce qui concerne les rôles et responsabilités respectifs de la Commission de consolidation de la paix et le Fonds pour la consolidation de la paix, une nouvelle procédure d'échelonnement des activités a été adoptée avec succès pour la Guinée-Bissau. Dès que la Guinée-Bissau a été déclarée admissible au bénéfice du Fonds de la consolidation de la paix, une mission d'appui du Fonds s'est rendue sur place pour aider à l'élaboration du plan des priorités. Un plan des priorités intérimaire a été approuvé, quatre projet clefs ayant été retenus pour un montant de 6 millions de dollars des États-Unis. Ce plan des priorités sera modifié une fois que la Stratégie concertée de consolidation de la paix aura été adoptée par la Commission de consolidation de la paix et une deuxième tranche de financement sera autorisée à ce moment-là. Les modalités de financement des projets au profit de la République centrafricaine appliquées par le Fonds tiendront compte de l'expérience ainsi acquise, en attendant la mise au point d'une stratégie concertée de consolidation de la paix avant le déblocage de fonds supplémentaires qui viendront s'ajouter à l'allocation de 10 millions de dollars au titre du guichet II. Pour les pays inscrits à l'ordre du jour de la Commission de consolidation de la paix, il faudra élaborer une stratégie de communication et de

sensibilisation qui précise les rôles et responsabilités respectifs du Fonds et de la Commission ainsi que les synergies entre les deux.

36. Des mises à jour périodiques sont maintenant fournies à la Commission, soit pendant les réunions officielles du Comité d'organisation, soit dans le cadre d'opérations d'approbation de projets et d'établissement de rapports sur l'exécution de ces derniers pour tel ou tel pays soumis à l'examen de la Commission. Cette transparence croissante a permis à la Commission de mieux comprendre les questions et préoccupations d'ordre opérationnel et a permis de créer de plus grandes synergies entre la programmation des interventions du Fonds et les travaux de la Commission. Les projets financés par le Fonds ont également l'objet, chaque année, de missions d'inspection de la part de délégations de la Commission.

#### **Nécessité de combler les lacunes en matière de programmation et de remédier à la faiblesse des capacités d'absorption**

37. La lenteur des taux de décaissement et les retards intervenus dans le démarrage des projets financés par le Fonds au Burundi et en Sierra Leone sont en partie la conséquence de lacunes au niveau de la conception des projets, de l'expérience limitée en matière de programmation, de la faiblesse des capacités d'absorption des organismes des Nations Unies allocataires et de leurs partenaires d'exécution. Pour résoudre ce problème, une formation est dispensée dès le départ pour l'exécution des nouveaux programmes et les comités directeurs nationaux sont encouragés à évaluer de façon approfondie les capacités d'absorption et les compétences des organismes des Nations Unies allocataires auxquels il sera éventuellement fait appel et leurs partenaires d'exécution avant que ceux-ci soient retenus aux fins de financement du Fonds. Au Burundi, la formation a été organisée par le Bureau intégré des Nations Unies au Burundi pour les principales parties prenantes tandis qu'en Sierra Leone certains projets ont été révisés pour tenir compte de l'accroissement de la capacité de gestion.

#### **Nécessité d'améliorer la qualité de la programmation**

38. Au Libéria, le comité directeur conjoint en était arrivé à refuser de nombreuses propositions aux fins de financement par le Fonds en raison d'une méconnaissance des questions de consolidation de la paix et de la médiocrité de la conception du projet. Des services consultatifs supplémentaires ont été fournis pour aider les organismes allocataires et les partenaires d'exécution à élaborer des propositions de projet.

#### **Nécessité d'améliorer globalement l'appui apporté au Fonds**

39. L'accroissement du portefeuille, qui est passé à 37 projets et à 9 pays bénéficiant d'une aide au titre des guichets I et II, a eu des incidences sur la capacité d'appui du groupe créé au sein du Bureau d'appui à la consolidation de la paix qui ne se compose que d'un seul fonctionnaire et a montré que la taille de l'infrastructure nécessaire à l'échelle mondiale pour guider les opérations du Fonds a été sérieusement sous-estimée. Alors que des ressources supplémentaires ont été fournies par le Bureau d'appui à la consolidation de la paix, le secrétariat doit être considérablement renforcé pour qu'il puisse apporter l'appui nécessaire aux programmes en cours, faire en sorte que le Fonds dispose de l'infrastructure appropriée au niveau des pays et assurer la surveillance de l'ensemble du



portefeuille de projets. Le Bureau d'appui à la consolidation de la paix, grâce au soutien qui lui est apporté par le Fonds d'affectation spéciale multidonateurs du PNUD, a donc pris les mesures nécessaires pour étoffer les effectifs du secrétariat chargé de fournir un appui à l'échelle mondiale, alors qu'il fournit déjà des ressources supplémentaires aux missions qui se rendent dans les pays, des services consultatifs techniques et des services de formation.

## **B. Illustration de la valeur ajoutée que le Fonds apporte à la consolidation de la paix**

40. Le Fonds pour la consolidation de la paix a permis de confirmer l'idée avancée par le Secrétaire général (voir A/47/277-S/24111) selon laquelle la consolidation de la paix consiste en une large gamme d'activités au titre du renforcement des capacités, de la réconciliation et de la transformation de la société. À cette fin, le Fonds aide les pays à instaurer une paix et une sécurité durables tout en prenant des mesures concrètes pour empêcher le retour de la violence dans les pays sortant d'un conflit; le Fonds a permis de réaliser cet objectif en aidant les pays à s'attaquer à certaines des causes et conséquences des conflits grâce à la réconciliation, la création d'institutions et à des réformes politiques et économiques. Bien qu'il soit encore trop tôt pour évaluer les projets en cours d'exécution, il est déjà possible de définir trois types de valeur ajoutée à partir de l'expérience acquise dans les pays intéressés.

### **Le Fonds pour la consolidation de la paix a joué un rôle catalytique**

41. Le Fonds pour la consolidation de la paix a pour but de combler les lacunes en matière de financement en attendant que la communauté internationale des donateurs s'apprête à prendre des engagements à plus long terme, ainsi qu'à rechercher des sources de financement nouvelles et supplémentaires. Le Fonds joue ce rôle catalytique en engageant ou en réengageant des partenaires. La réorganisation de l'appareil judiciaire et des tribunaux du pays ainsi que la remise en état des casernes des forces armées du Burundi, qui ont bénéficié d'un appui supplémentaire du Luxembourg (300 000 dollars) et des Pays-Bas (1,4 million de dollars), constituent des exemples pertinents, tout comme le soutien apporté par le Burkina Faso au dialogue direct en Côte d'Ivoire au titre duquel la Norvège a fourni des ressources supplémentaires. Les comités directeurs nationaux, qui comprennent systématiquement des représentants de donateurs bilatéraux et multilatéraux, ont maximisé le potentiel catalytique des interventions. Au Burundi, le Comité directeur travaille en collaboration étroite avec le Comité national de coordination des aides pour assurer la cohérence entre les interventions prévues, le Document de stratégie pour la réduction de la pauvreté et les autres programmes en cours financés par la communauté internationale.

### **Le Fonds pour la consolidation de la paix a concentré ses interventions dans les domaines qui attirent peu de financement, étant moins réticent à prendre des risques**

42. Le Fonds pour la consolidation de la paix cible les domaines qui pâissent traditionnellement d'un financement insuffisant ou qui ne sont pas visés par les critères d'aide publique au développement (APD). Il s'agit notamment de domaines où les donateurs perçoivent des risques plus élevés en ce qui concerne l'exécution et le suivi des projets. Le Fonds a atteint cet objectif en plusieurs occasions, notamment

lorsqu'il a fourni un appui à la négociation d'accords de paix et à des processus de réconciliation (projets d'urgence au Burundi, en République centrafricaine, en Côte d'Ivoire et en Guinée), pour certaines activités au titre de la réforme du secteur de la sécurité (par exemple, la remise en état de casernes au Burundi) ou pour le rétablissement de services essentiels qui contribuent à la consolidation de la paix (par exemple, le secteur de la justice au Burundi et en Sierra Leone).

**Le Fonds pour la consolidation de la paix s'appuie sur la prise en charge des activités par les pays intéressés et la mise en place de partenariats nationaux**

43. La prise en charge des activités est assurée dans le cadre du plan des priorités établi sous la direction du Comité directeur coprésidé par le gouvernement et le représentant des Nations Unies. Ce mécanisme permet aux pays de prendre en charge les activités, comme c'est le cas en République centrafricaine où le Gouvernement a assumé très tôt un rôle de direction au titre du plan des priorités. Au Burundi, plus de 12 entités gouvernementales différentes ont participé à l'exécution de projets financés par le Fonds. La prise en charge par le pays des efforts de consolidation de la paix a été considérablement renforcée par la décentralisation des pouvoirs en matière de fixation et d'identification des priorités et d'approbation des projets au niveau du pays tandis que la participation d'un nombre aussi grand que possible de parties prenantes a également renforcé la crédibilité des interventions et les activités de sensibilisation en vue d'encourager la prise en charge des activités par le pays intéressé et l'autonomisation dans le cadre du processus de consolidation de la paix.

## **V. Contrôle du Fonds**

### **A. Niveau mondial : nécessité de faire appel à des conseils à l'échelle mondiale et à la participation des organismes des Nations Unies**

44. C'est le Groupe consultatif nommé par le Secrétaire général qui assure la direction générale des activités du Fonds. Depuis le dernier rapport, le Groupe consultatif a tenu deux réunions, au cours desquelles il a examiné diverses questions allant des responsabilités du Groupe consultatif aux nouveaux enseignements et expériences d'ordre stratégique.

45. À sa première réunion, tenue en septembre 2007, à laquelle ont participé ses 10 membres, le Comité consultatif a fait le point de son mandat et de ses modalités de fonctionnement. À sa deuxième réunion, tenue les 5 et 6 mars 2008, il a fait le point de la première année de fonctionnement du Fonds et examiné les nouveaux défis et enseignements. Le Groupe consultatif a donné des avis utiles quant à l'utilisation des différents guichets du Fonds, aux critères d'allocation des ressources du Fonds, aux nouveaux défis et possibilités, à l'évaluation indépendante du Fonds en 2008 et aux moyens d'améliorer l'efficacité et les résultats des projets (voir encadré). En proposant que le Bureau des services de contrôle interne soit chargé de l'évaluation indépendante, le Groupe consultatif a souligné qu'il importait que cette évaluation soit réalisée dès que possible afin de renforcer encore les méthodes utilisées par le Fonds, ses capacités opérationnelles et la portée de ses activités.

**Réunion du Groupe consultatif du Fonds pour la consolidation de la paix, mars 2008 : résumé des recommandations**

- Il est nécessaire d'accélérer l'approbation des projets et le démarrage des activités.
- Il faut mettre en place le plus tôt possible les infrastructures nécessaires au titre du Fonds pour renforcer la capacité locale.
- Il faut harmoniser les modalités de planification des interventions au titre de la consolidation de la paix.
- Il faut synchroniser les réunions du Groupe consultatif avec le cycle d'établissement de rapports annuels sur les projets financés par le Fonds.
- Il faut prévoir une opération de reconstitution du Fonds fin 2008 pour s'assurer que le niveau de ses ressources sera suffisant.
- Il faut assurer l'indépendance de l'évaluation externe prévue pour le Fonds en faisant appel aux services du Bureau des services de contrôle interne de l'ONU.

46. Le Groupe interdépartemental de haut niveau chargé de la consolidation de la paix<sup>5</sup> a également joué un rôle critique en matière de contrôle dans le cadre des processus de prise de décisions à l'échelle mondiale du Fonds pour la consolidation de la paix, en particulier en ce qui concerne l'examen des pays pouvant être admis à bénéficier du soutien du Fonds, l'examen des plans des priorités et l'approbation de projets d'urgence. Le Sous-Secrétaire général chargé du Bureau d'appui à la consolidation de la paix prend donc, en ce qui concerne le Fonds, des décisions de portée mondiale sur la base des avis et recommandations du Groupe de haut niveau.

**B. Échelon national : nécessité de renforcer la prise en charge par les pays intéressés des activités de consolidation de la paix**

47. Reconnaissant que diverses parties prenantes internes jouent un rôle important dans la consolidation de la paix et les efforts de reconstruction, les structures de prise de décisions du Fonds à l'échelle des pays ont encouragé une plus large participation à la formulation d'une stratégie de consolidation de la paix et à son exécution. Ces structures ont permis d'établir des partenariats pour la consolidation de la paix qui nécessitent une coordination des divers acteurs. Les gouvernements des pays, les organisations internationales, les donateurs bilatéraux, les ONG internationales et locales, la société civile et le secteur privé participent au

<sup>5</sup> Le Groupe se compose de hauts fonctionnaires, ayant rang de sous-secrétaire général, du Bureau d'appui à la consolidation de la paix, des Départements des opérations de maintien de la paix, des affaires politiques et des affaires économiques et sociales, du Bureau de la coordination des affaires humanitaires et du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, du Bureau du PNUD de la prévention des crises et du relèvement, et du Bureau de la coordination des activités de développement. Le Groupe de haut niveau est assisté par un groupe composé d'agents d'exécution connu sous le nom de Groupe de contact pour la consolidation de la paix.

processus de prise de décisions du Fonds afin de veiller à ce que les ressources soient investies dans des domaines prioritaires convenus qui permettent de relever les défis en matière de consolidation de la paix.

## **VI. Suivi et évaluation**

### **A. Évaluation externe du Fonds pour la consolidation de la paix**

48. Dans le rapport par lequel il a créé le Fonds pour la consolidation de la paix, le Secrétaire général prévoyait qu'une évaluation indépendante serait menée deux ans au plus tard après l'adoption du mandat du Fonds (A/60/984, annexe). À sa deuxième séance, en mars 2008, le Groupe consultatif du Fonds pour la consolidation de la paix a recommandé que l'évaluation soit menée par la Division de l'inspection et de l'évaluation du Bureau des services de contrôle interne afin d'en garantir l'indépendance, l'objectivité et l'impartialité. L'objet de l'évaluation dont le Bureau a été chargée en mars 2008 consistait à évaluer les activités et les résultats du Fonds et à proposer des améliorations de son fonctionnement et de ses attributions. Le projet de rapport d'évaluation devrait être présenté pour examen au Bureau d'appui à la consolidation de la paix le 1<sup>er</sup> octobre 2008 au plus tard et au Groupe consultatif, à sa troisième séance, les 14 et 15 octobre 2008. À la lumière de cette évaluation, le Secrétaire général entend procéder à un examen du mandat du Fonds, consulter le Groupe consultatif et obtenir des conseils de la Commission de consolidation de la paix et de l'Assemblée générale sur la révision du mandat du Fonds. Cet examen devrait prendre en compte les enseignements tirés pendant les deux premières années de fonctionnement, les faits nouveaux et les données d'expérience dans le domaine du financement du relèvement accéléré, les recommandations émanant de l'évaluation indépendante et les conseils fournis par le Groupe consultatif et la Commission de consolidation de la paix.

### **B. Réunions avec les donateurs et les membres de la Commission de consolidation de la paix**

49. Les réunions avec les donateurs et les membres de la Commission de consolidation de la paix font partie intégrante de la stratégie de communication et d'information du Bureau d'appui à la consolidation de la paix qui vise à mettre en commun les données concernant les progrès accomplis et les difficultés rencontrées, les faits nouveaux concernant le fonds d'affectation spéciale multidonateurs, les enseignements tirés et l'expérience acquise dans le cadre des activités relevant du Fonds pour la consolidation de la paix. Elles permettent d'engager, avec le Bureau d'appui à la consolidation de la paix et les donateurs, un débat ouvert sur les activités du Fonds à l'échelle mondiale et au niveau des pays. Trois réunions avec les donateurs et trois avec les membres de la Commission de consolidation de la paix ont été tenues pendant la période allant de juillet 2007 à juin 2008. Un exposé a également été présenté en avril 2008 en vue de communiquer aux membres de la Commission siégeant en formation Guinée-Bissau le plan des priorités intérimaire approuvé pour le pays. De plus en plus, aux réunions d'information avec les donateurs, les chefs de projet et les partenaires font des exposés, par exemple sur le rôle de la composante interventions d'urgence au Libéria et en Guinée.

### **C. Suivi au niveau des pays**

50. Avec la décentralisation du pouvoir, les comités directeurs nationaux ou mixtes situés dans les pays ont également assumé la responsabilité première du suivi et du contrôle des projets du Fonds pour la consolidation de la paix et de l'exécution du plan des priorités. Conformément au règlement, les organismes des Nations Unies allocataires ont établi des rapports d'activité et des rapports financiers annuels concernant les projets, qui sont examinés par les comités directeurs nationaux puis présentés au Bureau d'appui de la consolidation de la paix. L'emploi des organismes des Nations Unies pour la réalisation des projets du Fonds améliore l'efficacité de la gestion des décaissements et de l'utilisation des fonds. Cependant, l'application d'un cadre de budgétisation axée sur les résultats ayant pris du retard, il est difficile d'évaluer l'incidence du Fonds sur la consolidation de la paix en général.

### **D. Missions d'appui aux pays du Bureau d'appui à la consolidation de la paix**

51. L'appui qu'apporte le Bureau aux pays bénéficiaires du Fonds a supposé de déployer des missions d'appui techniques chargées d'examiner conjointement les plans de priorités, de trouver les infrastructures nécessaires dans les pays, de suivre les progrès accomplis, d'appuyer la conception et la formulation des projets, de régler les problèmes d'exécution et de dispenser une formation. Pendant la période à l'examen, plusieurs missions d'appui aux pays, dont certaines menées conjointement avec le Fonds d'affectation spéciale multidonateurs, ont été déployées : a) une en Sierra Leone et au Libéria (janvier 2008 et avril/mai 2008) chargée de relancer le Fonds pour la consolidation de la paix après les élections en Sierra Leone; b) une en Guinée-Bissau (du 14 au 18 mars) chargée de dialoguer et d'élaborer une stratégie sur le plan des priorités intérimaire du Fonds et l'étendue des activités; c) une en République centrafricaine chargée d'arrêter le plan des priorités et d'implanter le Fonds; d) une en Côte d'Ivoire chargée d'arrêter le plan des priorités, de procéder à un examen technique des activités proposées et d'implanter le Fonds.

## **VII. Partenariats et collaboration avec d'autres Fonds**

52. Le Fonds pour la consolidation de la paix s'est mis en rapport avec d'autres fonds comme le Fonds des Nations Unies pour la démocratie, le Fonds des Nations Unies pour la sécurité humaine et le Fonds central d'intervention pour les urgences humanitaires, en vue de partager les données d'expérience, les méthodes utilisées et les enseignements tirés. Parfois, des demandes de financement d'interventions d'urgence qui ne relevaient pas du mandat du Fonds ont été renvoyées à ces trois autres fonds. De même, le Fonds des Nations Unies pour la démocratie et le Fonds central d'intervention pour les urgences humanitaires ont mené des projets communs avec le Fonds pour la consolidation de la paix et le Fonds pour la démocratie a invité des représentants du Fonds pour la consolidation de la paix à participer aux travaux d'un comité d'examen technique. À l'avenir il est prévu de resserrer les liens avec ces instruments de financement et avec d'autres fonds.

## **VIII. Conclusions et orientations futures**

53. Le Fonds pour la consolidation de la paix est un instrument stratégique exceptionnel d'appui aux premiers efforts de consolidation de la paix pour l'ensemble du système des Nations Unies. Cependant, pour qu'il puisse jouer son rôle de mécanisme d'intervention rapide stratégique et catalyseur doté des compétences et des moyens techniques nécessaires pour la consolidation de la paix, il faut procéder d'urgence à des investissements et à des aménagements, tant sur le plan humain que sur le plan institutionnel. Afin d'accroître l'efficacité du Fonds, des conclusions et des suggestions sont présentées ci-après, dont certaines devront être prises en compte lorsqu'il sera procédé, comme prévu, à l'examen de son mandat.

### **Structure et méthodes**

54. Le concept de consolidation de la paix n'est pas bien maîtrisé par toutes les parties prenantes et il faut approfondir la formation du personnel dans les pays avant de créer une infrastructure pour le Fonds. Le mandat du Fonds doit établir clairement l'étendue des premières activités de consolidation de la paix et les faire mieux connaître afin de veiller à ce que le Fonds se concentre sur l'obtention de résultats stratégiques à valeur ajoutée pendant les premières phases du processus de consolidation de la paix. Les critères et les directives actuellement employés pour régir le financement devront être réévalués en permanence sous la direction du Groupe consultatif afin de prendre en compte l'expérience sur le terrain et de s'assurer que le financement est adapté à la situation et suffisant.

55. Le Fonds pour la consolidation de la paix a montré qu'il était un mécanisme au fonctionnement modulable et autonome. Il faut préserver ces qualités tout en s'assurant que les mécanismes de vérification des résultats obtenus sont solidement implantés. Des échanges fréquents avec le Fonds, sous la forme de rapports d'activité et de communications trimestriels, sont nécessaires pour optimiser les synergies et garantir que les enseignements tirés des activités que mène le Fonds sont pris en compte dans les débats, notamment pour les pays dont le dossier a été présenté à la Commission.

56. On ne sait pas encore si le Fonds est à même de gérer des situations de relèvement accéléré à grande échelle. Il faut donc s'assurer que la méthode employée est suffisamment modulable pour s'adapter à un large éventail de situations de relèvement accéléré après un conflit, y compris à celles qui supposent de renforcer les capacités locales avant de procéder à la décentralisation de l'allocation des ressources.

57. La composante interventions d'urgence a bien fonctionné mais elle n'a pas été à même de satisfaire la demande s'agissant de projets autonomes à plus grande échelle. Il se pourrait qu'il faille réexaminer l'étendue et l'importance de cette composante, ainsi que l'usage qui en est fait, afin que le Fonds soit en mesure de financer des interventions à plus grande échelle, au cas par cas, sans qu'il faille mettre en place une infrastructure de guichet II.

### **Amélioration de la structure de coordination et simplification des modalités d'exécution**

58. Les modalités et les procédures de programmation des organismes des Nations Unies ont constitué l'une des principales causes du retard pris dans l'exécution des

projets. Il faudrait que les organismes mettent en place des mécanismes mieux adaptés aux interventions de relèvement accéléré et qu'ils adaptent les procédures à la singularité du Fonds. Il peut être nécessaire également de simplifier les structures de coordination du Fonds, qui ont provoqué des lenteurs en Sierra Leone et au Burundi.

### **Capacités et compétences en matière d'appui technique**

59. La capacité qu'a le Bureau d'appui à la consolidation de la paix de contrôler et d'appuyer le Fonds de manière effective au niveau des pays est limitée et bien plus faible que celle d'autres Fonds analogues. Compte tenu du fait que le nombre de pays bénéficiaires du Fonds augmente rapidement, il faut le doter de personnel supplémentaires en vue de répondre à des besoins essentiels en termes de gestion et de planification et de suivi et d'évaluation des programmes. En outre, il faut le doter de ressources supplémentaires afin qu'il dispose des renforts suffisants pour appuyer les programmes en cours ainsi que les nouveaux programmes, assurer les visites de suivi et les services de conseil technique, dispenser une formation à l'échelle mondiale et gérer les systèmes de suivi et d'évaluation.

60. Simultanément, l'aptitude des pays à gérer le portefeuille du Fonds doit être soigneusement examinée afin de s'assurer que les projets sont conçus et exécutés correctement. Afin d'améliorer l'appui apporté aux comités directeurs et aux partenaires d'exécution nationaux, il faut inscrire dans les budgets d'appui au niveau des pays des crédits suffisants au titre de la dotation en effectifs (dans le domaine de l'analyse comme dans celui de la gestion de projet), du suivi et de l'évaluation, de la formation, des services d'appui technique et du transport.

61. Des difficultés et des retards ont entravé de nombreux programmes nouveaux en raison de l'importance de la charge de travail initiale lors de la création du Fonds. Il faudrait prévoir de disposer de moyens supplémentaires pour s'assurer que la capacité dans les pays est suffisante pour implanter le Fonds. Il faudrait également financer ces moyens supplémentaires pour s'assurer que l'on dispose des capacités nécessaires pour exécuter les activités prévues. Ce financement devrait provenir des crédits ouverts au titre des frais généraux du Fonds ou d'autres mécanismes de relèvement accéléré comme le Bureau de la prévention des crises et du relèvement.

### **Examen du financement au moyen des crédits ouverts au titre des dépenses d'appui mondial**

62. Le financement des secrétariats du Fonds dans les pays au moyen des crédits ouverts au titre des dépenses d'appui mondial (3 % au maximum) ne bénéficie qu'à un petit nombre d'entre eux. Il faudrait revoir la politique actuelle du Fonds, qui consiste à financer entièrement les coûts de fonctionnement à l'aide des crédits ouverts au titre des frais généraux, notamment pour les pays disposant d'une enveloppe financière moins importante, car elle fait que le Fonds n'est guère en mesure de créer les secrétariats nécessaires pour renforcer les capacités locales. Le Bureau d'appui à la consolidation de la paix tirera également les enseignements des projets pilotes menés par le Fonds qui financent les services de gestion de projet ou les bureaux d'appui à la consolidation de la paix créés dans les ministères concernés dans le cadre des efforts visant à accroître les capacités nationales.

### **Amélioration du contrôle et conseil**

63. Le Groupe consultatif du Fonds pour la consolidation de la paix joue un rôle de contrôle important et il faudrait renforcer ses moyens en élargissant sa composition : le Secrétaire général devrait nommer d'autres experts indépendants de la programmation relative à la consolidation de la paix et au relèvement accéléré.

### **Considérations régionales**

64. Étant donné que les organisations régionales et sous-régionales contribuent de plus en plus à faciliter, négocier et consolider la paix et compte tenu des dimensions sous-régionales des efforts nationaux de consolidation de la paix, il faudrait envisager que le Fonds appuie directement ces activités.

### **Prévisibilité de la position du Fonds**

65. Après près de deux ans de fonctionnement, le Fonds est désormais mieux connu et très demandé. Comme prévu dans son mandat, une conférence annuelle pour les annonces de contribution devrait être tenue pour assurer l'appui des donateurs à plus long terme.



## Annexe I

**Fonds pour la consolidation de la paix :  
annonces de contributions, engagements et dépôts  
au 30 juin 2008**

Donateurs	Unité monétaire	Annonces <sup>a</sup>		Engagements <sup>b</sup>		Dépôts
		Dans la monnaie du donateur (milliers)	En dollars É.-U. <sup>c</sup>	Dans la monnaie du donateur (milliers)	En dollars É.-U. <sup>c</sup>	En dollars É.-U.
Allemagne	Dollar É.-U.	—	—	10 000 000	10 000 000	10 000 000
Arabie saoudite	Dollar É.-U.	500 000	500 000	—	—	500 000
Australie <sup>d</sup>	Dollar australien	—	—	3 000 000	2 590 889	1 702 000
Autriche	Euro	—	—	1 500 000	2 108 550	2 108 550
Bahreïn	Dollar É.-U.	—	—	10 000	10 000	10 000
Belgique	Euro	—	—	2 477 651	3 647 400	3 647 400
Brésil	Dollar É.-U.	—	—	20 000	20 000	20 000
Canada <sup>d</sup>	Dollar canadien	—	—	20 000 000	18 765 294	18 765 294
Chili <sup>d</sup>	Dollar É.-U.	—	—	60 000	60 000	60 000
Chine <sup>d</sup>	Dollar É.-U.	—	—	3 000 000	3 000 000	1 000 000
Chypre	Dollar É.-U.	—	—	20 000	20 000	20 000
Croatie <sup>d</sup>	Dollar É.-U.	—	—	30 000	30 000	30 000
Danemark	Couronne danoise	—	—	50 000 000	8 878 509	8 878 509
Égypte	Dollar É.-U.	—	—	20 000	20 000	20 000
Émirats arabes unis	Dollar É.-U.	500 000	500 000	—	—	500 000
Espagne <sup>d</sup>	Euro	—	—	5 600 000	7 448 659	7 448 659
Fédération de Russie <sup>d</sup>	Dollar É.-U.	4 000 000	4 000 000	—	—	—
Finlande <sup>d</sup>	Euro	—	—	3 800 000	4 477 280	4 477 280
France <sup>d</sup>	Euro	1 000 000	1 522 500	1 000 000	1 359 100	2 881 600
Inde	Dollar É.-U.	—	—	2 000 000	2 000 000	2 000 000
Indonésie	Dollar É.-U.	—	—	20 000	20 000	20 000
Irlande	Euro	10 000 000	12 600 000	—	—	12 600 000
Islande	Dollar É.-U.	—	—	1 000 000	1 000 000	1 000 000
Italie <sup>d</sup>	Euro	—	—	4 000 000	5 766 562	5 766 562
Jamahiriya arabe libyenne	Dollar É.-U.	—	—	50 000	50 000	50 000
Japon	Dollar É.-U.	—	—	20 000 000	20 000 000	20 000 000
Koweït <sup>d</sup>	Dollar É.-U.	—	—	500 000	500 000	500 000
Luxembourg <sup>d</sup>	Euro	—	—	616 927	853 862	853 862
Maroc	Dollar É.-U.	—	—	5 000	5 000	5 000
Mexique	Dollar É.-U.	—	—	50 000	50 000	50 000
Norvège <sup>d</sup>	Couronne norvégienne	—	—	200 000 000	32 124 458	32 124 458
Organisation de la Conférence islamique	Dollar É.-U.	—	—	20 000	20 000	20 000
Pays-Bas	Dollar É.-U.	—	—	18 518 518	18 518 518	18 518 518
Polonie <sup>d</sup>	Dollar É.-U.	—	—	100 000	100 000	100 000
Qatar <sup>d</sup>	Dollar É.-U.	—	—	200 000	200 000	200 000
République de Corée	Dollar É.-U.	—	—	3 000 000	3 000 000	3 000 000
République tchèque	Dollar É.-U.	168 180	168 180	50 000	50 000	218 180

<i>Donateurs</i>	<i>Unité monétaire</i>	<i>Annonces<sup>a</sup></i>		<i>Engagements<sup>b</sup></i>		<i>Dépôts</i>
		<i>Dans la monnaie du donateur (milliers)</i>	<i>En dollars É.-U.<sup>c</sup></i>	<i>Dans la monnaie du donateur (milliers)</i>	<i>En dollars É.-U.<sup>c</sup></i>	<i>En dollars É.-U.</i>
Roumanie	Euro	–	–	100 000	147 210	147 210
Royaume-Uni <sup>d</sup>	Livre sterling	–	–	30 000 000	59 754 259	35 897 400
Slovénie	Dollar É.-U.	–	–	20 000	20 000	20 000
Suède <sup>d</sup>	Couronne suédoise	–	–	300 000 000	42 277 710	42 277 710
Thaïlande	Dollar É.-U.	–	–	10 000	10 000	10 000
Turquie <sup>d</sup>	Dollar É.-U.	–	–	1 000 000	1 000 000	1 000 000
Donateurs privés <sup>e</sup>	Dollar É.-U.	–	–	18 933	18 933	18 933
<b>Total (dollars É.-U.)</b>			<b>19 290 680</b>		<b>249 922 193</b>	<b>238 467 125</b>

<sup>a</sup> Annonces de contributions : indication de l'intention d'un donateur de contribuer.

<sup>b</sup> Engagements : contributions dues aux termes de la lettre d'accord.

<sup>c</sup> Les annonces de contributions ainsi que les engagements qui n'ont pas encore été suivis d'un dépôt sont estimés en équivalents dollars É.-U. aux taux de change de l'ONU et à titre indicatif seulement.

<sup>d</sup> Le donateur a fait une annonce de contribution, pris des engagements ou procédé à des dépôts pluriannuels ou multiples.

<sup>e</sup> Sheikha Haya Rashed Al Khalifa (Bahreïn), Présidente de la soixante et unième session de l'Assemblée générale.

## Annexe II

## Liste récapitulative des projets approuvés au 30 juin 2007

## A. Burundi

<i>Approbation du comité directeur mis en place au Burundi pour le Fonds pour la consolidation de la paix</i>	<i>Domaine prioritaire du Burundi pour le Fonds pour la consolidation de la paix</i>	<i>Partenaire d'exécution du Gouvernement</i>	<i>Organisme des Nations Unies allocataire</i>	<i>Numéro de projet</i>	<i>Titre du projet</i>	<i>Budget approuvé (dollars É.-U.)</i>
5 juillet 2007	Secteur de la sécurité	Ministères de l'intérieur et de la sécurité publique	PNUD	PBF/BDI/B-4	Appui à la Police nationale du Burundi en vue de son fonctionnement comme force de sécurité locale	6 900 000
5 juillet 2007	Gouvernance démocratique	Ministère de la jeunesse		PBF/BDI/A-4	Participation des jeunes à la cohésion sociale au niveau de la collectivité	4 000 000
26 octobre 2007	Secteur de la sécurité	Ministère de la défense nationale et des anciens combattants	PNUD	PBF/BDI/B-5	Promotion de la discipline et amélioration des relations entre la Force de défense nationale et la population en accroissant le moral des militaires	400 000
29 novembre 2007	Gouvernance démocratique	Ministère de la solidarité nationale, du rapatriement, de la reconstruction nationale, des droits de la personne humaine et du genre	PNUD	PBF/BDI/A-5	Appui à la réintégration sociale des familles déplacées vivant dans des cantonnements	212 447
29 novembre 2007	Gouvernance démocratique	Ministère du commerce et de l'industrie	PNUD	PBF/BDI/A-6	Promotion du rôle des petites et microentreprises dans la consolidation de la paix	500 000
13 mars 2008	Gouvernance démocratique	Ministère de l'intérieur et du développement communal	PNUD	PBF/BDI/A-7	Appui à l'amélioration de la qualité des services publics locaux	3 000 000
13 mars 2008	Droits de l'homme	Présidence de la République	PNUD	PBF/BDI/C-4	Appui aux consultations nationales concernant la création de mécanismes de justice transitionnelle au Burundi	1 000 000
<b>Total</b>						<b>16 012 447</b>

## B. Sierra Leone

<i>Approbation du comité directeur mis en place en Sierra Leone pour le Fonds pour la consolidation de la paix</i>	<i>Domaine prioritaire de la Sierra Leone pour le Fonds pour la consolidation de la paix</i>	<i>Partenaire d'exécution du Gouvernement</i>	<i>Organisme des Nations Unies allocataire</i>	<i>Numéro de projet</i>	<i>Titre du projet</i>	<i>Budget approuvé (dollars É.-U.)</i>
						Aucun

## C. Libéria

<i>Approbation du comité directeur mixte</i>	<i>Domaine prioritaire du Libéria pour le Fonds pour la consolidation de la paix</i>	<i>Partenaire d'exécution du Gouvernement</i>	<i>Organisme des Nations Unies allocataire</i>	<i>Numéro de projet</i>	<i>Titre du projet</i>	<i>Budget approuvé (dollars É.-U.)</i>
10 juin 2008	Interventions critiques visant à promouvoir la paix et à régler le conflit	Ministère de la justice	PNUD	PBF/LBR/D-1	Assistance rapide à l'état de droit dans le comté de Grand Bassa	48 150
10 juin 2008	Interventions critiques visant à promouvoir la paix et à régler le conflit	Ministère de la justice	PNUD	PBF/LBR/D-2	Assistance rapide à l'état de droit dans le comté de Maryland	48 150
<b>Total</b>						<b>96 300</b>

## D. Guinée-Bissau

<i>Approbation du comité directeur national</i>	<i>Domaine prioritaire de la Guinée-Bissau pour le Fonds pour la consolidation de la paix</i>	<i>Partenaire d'exécution du Gouvernement</i>	<i>Organisme des Nations Unies allocataire</i>	<i>Numéro de projet</i>	<i>Titre du projet</i>	<i>Budget approuvé (dollars É.-U.)</i>
29 mai 2008	Amélioration de la gouvernance démocratique et de la participation	Secrétariat d'État à l'administration territoriale/Bureau d'appui technique au processus électoral et Commission électorale nationale	PNUD	PBF/GNB/A-1	Appui au cycle électoral de la Guinée-Bissau (Phase 1, 2008)	1 381 889
29 mai 2008	Formation et emploi des jeunes	Institut national de la jeunesse/Ministère de la culture, de la jeunesse et des sports et Ministère de l'éducation et des hautes études	PNUD	PBF/GNB/D-1	Formation professionnelle et emploi des jeunes	1 500 000
29 mai 2008	État de droit et réformes du secteur de la sécurité	Ministère de la défense nationale/Département de l'infrastructure/Collectivité de gestion	UNOPS	n/d	Réhabilitation des casernes	1 905 000
29 mai 2008	État de droit et réformes du secteur de la sécurité	Ministère de la justice	ONUDC	n/d	Renforcement de la police judiciaire (réforme des établissements pénitentiaires)	900 000
<b>Total</b>						<b>5 686 889</b>

## E. Projets d'urgence

<i>Approbation du Bureau d'appui à la consolidation de la paix</i>	<i>Organisme des Nations Unies allocataire</i>	<i>Numéro de projet</i>	<i>Titre du projet</i>	<i>Budget approuvé (dollars É.-U.)</i>
17 août 2007 (prorogation jusqu'au 12 mai 2008)	PNUD Côte d'Ivoire	PBF/EMER/1	Appui au dialogue direct à Ouagadougou et Abidjan	1 000 000
13 septembre 2007	PNUD République centrafricaine	PBF/EMER/2	Dialogue politique participatif	801 975
2 novembre 2007	PNUD Guinée	PBF/EMER/3	Appui au dialogue national en Guinée	963 284
14 décembre 2007	UNOPS Libéria	PBF/EMER/4	Appui à la réconciliation dans le comté de Nimba (Libéria)	788 644
27 mars 2008	PNUD Burundi	PBF/EMER/5	Appui à la mise en œuvre du plan d'action régional visant à faire avancer le processus de paix au Burundi	507 000
12 avril 2008	PNUD Haïti	PBF/EMER/6	Renforcement de la sécurité à la prison civile de Port-au-Prince	800 000
20 juin 2008	PNUD Kenya	PBF/EMER/7	Programme des volontaires en cas d'urgence	1 000 000
<b>Total</b>				<b>5 860 903</b>